

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La Crise du Parti Français vue par un optimiste (Boris Souvarine). — Le Front unique contre la scolastique sociale (Albert Treint). — La Semaine Politique (C.-E. Labrousse).

La Belgique Socialiste et Communiste (Paul Louis). — Comment l'on a détruit le Parti Socialiste Italien (G. Zinoviev). — Les Classes moyennes dans la Révolution Russe (Victor Serge).

La crise du Parti Français vue par un optimiste

Moscou, 12 juillet.

DANS la *Correspondance Internationale* du 17 juin, on pouvait lire à propos de mon intervention à la session de l'Exécutif élargi, une appréciation de Rappoport selon laquelle mon commentaire de la situation du Parti français fut « pessimiste ». Cela ne me semble pas juste. En tout cas, cela ne correspond pas à l'esprit qui inspirait ce commentaire.

Certains camarades ont formulé la même accusation de pessimisme en l'appliquant soit à l'opinion de l'Exécutif dans son ensemble, soit à celle de Trotsky, principal porte-parole de l'Internationale dans les débats sur le mouvement ouvrier français. Trotsky leur a judicieusement répondu, en substance :

« C'est vous qui considérez en pessimistes le Parti français. Vous le traitez comme un moribond, au chevet duquel il faut parler bas, autour duquel il faut marcher sur la pointe des pieds, auquel il faut administrer des médicaments avec des précautions infinies. Nous avons une meilleure opinion du mouvement français, nous le croyons sain et vigoureux, et capable d'entendre le langage révolutionnaire que nous lui tenons. »

Zinoviev a observé plusieurs fois que certains camarades sont portés à considérer leurs propres défauts comme les défauts du Parti. Quand ils subissent des critiques, ils crient à la persécution du Parti, comme s'ils s'identifiaient à celui-ci, et comme si les critiques étaient formulées pour le plaisir, ou pour diminuer le Parti.

Les réflexions de Trotsky et de Zinoviev

profondément imprégnées de la connaissance et de l'interprétation justes de l'état de choses dans le mouvement français, sont d'une clarté évidente que le développement de la situation vérifie chaque jour. Il est évident, pour les communistes qui suivent avec attention le problème, qu'il est temps d'en finir avec ces enfantillages qui présentent le désaccord actuel entre l'Exécutif et le Parti français en paraphrasant la fable du loup et de l'agneau.

Comment peut-il entrer dans la cervelle d'un communiste l'opinion que le loup-Exécutif veut à tout prix dévorer l'agneau-Parti français ? Une section de l'Internationale peut-elle avoir des intérêts différents de ceux de l'Internationale dans son ensemble ? Quelqu'un se trouve-t-il pour prétendre diviser les communistes internationaux en amis et en adversaires du Parti français ?

Nous n'avons pas encore entendu exprimer avec netteté de telles énormités, sans doute parce que ceux qui les conçoivent en ont eux-mêmes un peu honte. La vérité est qu'à l'organisme central de l'Internationale, et dans les comités centraux de tous les partis communistes, on a un souci des intérêts du Parti français égal à celui du Comité Directeur de Paris, une compréhension très supérieure à celle de celui-ci. L'expérience, les faits, démontrent que ce n'est pas là une simple affirmation. Tout ce que le Parti a fait d'utile, de fructueux, il l'a fait sous la pression de l'Internationale. Tout ce qui nuit au Parti, l'affaiblit et le paralyse, a été discerné, souligné et dénoncé depuis longtemps par l'Internationale, qui a proposé les remèdes avant de se résoudre à les imposer.

Les critiques que j'ai formulées à la tribune de l'Exécutif élargi ne sont pas la dixième partie de celles que mérite le Parti auquel j'appartiens, dont l'existence est en jeu, et Trotsky a pu commencer son discours en disant que le mien avait été « bien modéré ». Toute l'Internationale juge sévèrement, et justement, la direction du Parti français, et tous les camarades qui intervinrent dans le débat le firent dans le même sens. Cela signifie-t-il que nous sommes des pessimistes, et que ceux qui essaient de justifier les erreurs indéfendables du Parti, et ainsi les entretiennent ou les renouvellent, sont optimistes ? Clara Zetkin a rappelé, dans son discours final, l'antique parole : « Qui aime bien, châtie bien », et dit avec émotion combien le mouvement communiste français est cher à l'Internationale, au prolétariat mondial. C'est parce que la section française du communisme international est une de celles dont on attend le plus, qu'il a fallu, après une année de temporisation, d'efforts, de persuasion, lui tenir le langage un peu rude de révolutionnaires qui savent mal farder la vérité.

Le Parti est-il capable de l'entendre, de le comprendre et d'y répondre ? Je le crois, tous les membres de l'Exécutif le croient, et en cela nous avons une vue beaucoup plus optimiste que celle de Rappoport. Mais notre optimisme n'a rien de commun avec celui de l'autruche.

..

Pour apprécier sainement l'état du Parti français, il est indispensable de distinguer entre le Parti et sa direction. Celle-ci a été nommée au Congrès de Marseille, dans des conditions flétries par les deux secrétaires politiques du Parti en des termes qu'il est difficile d'oublier. Elle ne pouvait que nuire au mouvement communiste, et c'est ce qu'avaient bien compris les camarades qui donnèrent leur démission après son élection. Non seulement leurs prévisions ont été vérifiées par l'expérience, mais encore elles ont été considérablement dépassées.

Ce n'est qu'au prochain congrès qu'il sera possible d'évaluer pleinement le mal fait par ce Comité Directeur de réaction qui a entraîné le Parti au point où il était avant Tours, avec cette différence que les forces réelles de la fraction anti-communiste sont minimes, cette fraction n'ayant pas un état-major parlementaire comme celui des dissidents, capable d'enlever au Parti des troupes nombreuses et des organisations. Mais dès maintenant, il est trop visible que ce mal est profond.

Nous en sommes encore en France, près de deux ans après notre adhésion à la 3^e Internationale, à envisager la création d'une organisation vraiment communiste, d'une presse vraiment communiste, d'un parti vraiment ouvrier, à ébaucher seulement le travail communiste dans les syndicats, à balbutier nos premiers mots d'ordre de lutte économique.

Telle est la vérité, que pas un membre du Parti ne peut décemment nier.

Et quand se dessine dans notre Parti un courant qui prend conscience de cette vérité et s'efforce d'amener l'ensemble du Parti à se ressaisir, quand des camarades dévoués corps et âme au communisme formulent les critiques nécessaires — en en prenant d'ailleurs pour leur compte une bonne part — on les accuse d'attaquer le Parti, *leur* Parti ! En réalité, ils le défendent contre les saboteurs qu'il a eu la faiblesse de tolérer jusqu'à présent dans ses rangs, contre ses pires ennemis, — ceux de l'intérieur, contre ses propres fautes et ses erreurs.

Ou bien, on nous accuse de méconnaître ce qu'a fait le Parti depuis Tours. Cela encore n'est pas vrai. Nous savons aussi bien que quiconque ce qu'il a fait, et c'est pourquoi nous savons aussi ce qu'il aurait pu faire, ce qu'il aurait dû faire, ce qu'il n'a pas fait. En réalité, le Parti a fait ce qu'il ne pouvait pas ne pas faire sous peine de ne pas exister. Et en outre, ce qu'il a fait de plus l'a été sous la pression constante de l'Exécutif. Mais à supposer même que notre hâte à voir le Parti devenir une véritable section de l'Internationale Communiste nous induise à sous-estimer le travail passé (ce qui, encore une fois, n'est pas exact), s'ensuit-il que nous ayons tort de vouloir qu'il fasse plus et mieux, de nous efforcer de lui donner une vigoureuse impulsion ? La tâche des communistes est-elle de se congratuler sans rime ni raison ? Allons-nous passer notre vie à nous féliciter d'avoir un Parti trois fois plus important que celui des dissidents et un journal dix fois plus important ? Certes, c'est quelque chose qui compte — qui le nie ? — mais ce n'est encore qu'un commencement. Être convaincu de la possibilité de donner à notre Parti plus de cohésion, d'homogénéité, de discipline, de lui donner l'orientation de l'Internationale, de lui donner la direction qu'il mérite, serait-ce faire preuve de pessimisme ? C'est un point de vue insoutenable.

A un camarade qui lui disait : « Le Parti vaut mieux que vous ne le croyez », Trotsky répondit avec force ces quelques mots : « *Ce n'est pas du Parti qu'il s'agit, mais du Comité Directeur* ». Voilà bien ce que tout membre du Parti doit se mettre dans la tête : *personne n'a attaqué, dans l'Internationale, le Parti français, mais les représentants de tous les partis ont critiqué le Comité Directeur*. Ce n'est pas que la masse du Parti elle-même ait toutes les vertus ou soit au-dessus de toute critique, mais elle est pleine de bonne volonté et quand elle se trompe, elle se trompe de bonne foi. On ne peut en dire autant de ceux qui cherchent à l'égarer.

Et précisément parce que nous croyons le Parti sain, malgré sa direction malade, nous n'avons dans la gauche du Parti nulle raison d'être pessimistes.

Boris SOUVARINE.

Le Front unique contre la scolastique sociale

Antonio Coen et Parceval ont publié deux articles contre le front unique dans le *Bulletin Communiste* du 11 mai. Le temps ne m'a pas permis de réfuter leur subtile argumentation.

Alors que l'expérience des luttes les plus récentes, montre que les ouvriers en bataille contre le prolétariat vont d'instinct combattre sur le front unique de leur classe, on a souvent prétendu que la tactique du front unique était trop savante pour être comprise des masses. Je crois que l'argumentation de Coen et de Parceval, est, elle, bien réellement trop abstraite pour empêcher jamais un ouvrier de chercher à réaliser le front unique. Mais cette argumentation est dangereuse parce qu'elle peut séduire de bons militants et faire que ceux-ci, en s'opposant à la volonté de la masse ne desservent les intérêts communs et inséparables de la classe ouvrière, du parti et du communisme.

Coen dit, en substance, et c'est son argument essentiel, ou la marge de réformes dont dispose le capitalisme existe, ou elle n'existe pas.

Si elle existe, c'est le programme minimum des réformistes, le seul qui puisse être mis en commun, qui triomphera.

Ce sera le triomphe de la moindre action et des chefs réformistes qui réussiront à remonter sur l'estrade.

Si elle n'existe pas, pourquoi ne pas lutter directement pour la prise du pouvoir qui assure la victoire et conduire à la défaite le prolétariat sur une lutte pour des réformes ?

Cette logique est trop simple pour étreindre le réel si complexe. Elle est trop figée pour rendre compte du réel si mouvant.

Descendons des hauteurs vides et froides de l'abstraction pour examiner la réalité sociale mouvante et complexe.

Si la fameuse marge de réforme existe, que propose Coen ? Le Parti Communiste doit-il selon lui se borner à prêcher la Révolution et se détourner du combat quotidien de la classe ouvrière ? C'est là que les réformistes auront beau jeu et qu'ils seront suivis. Les masses, les larges masses prolétaires seront toujours beaucoup plus attirées vers le combat pour les réalisations quotidiennes que vers la Révolution reculée dans les perspectives d'un lointain avenir. Dans cette hypothèse, les communistes seraient rapidement réduits à n'être qu'une secte infime et sans influence. Les réformistes s'empareraient de la confiance, de la volonté de l'âme même des ouvriers. Et lorsque viendrait l'époque de la maturité révolutionnaire, les communistes seraient longtemps impuissants à arracher le prolétariat à ses illusions et à l'influence de ses chefs illusionneurs. Voyez la Belgique.

Même quand la marge de réformes existe à

l'intérieur du capitalisme, les communistes doivent participer aux luttes ouvrières et toujours mettre en avant la question de la propriété et les intérêts internationaux du prolétariat.

Ainsi, tout en menant son combat quotidien, la classe ouvrière ne perdra jamais de vue la Révolution qui est à la fois pour elle l'aboutissant de l'évolution économique, la solution violente des contradictions internes que développe le capitalisme, et la cause finale des luttes libératrices.

Que Coen relise le manifeste communiste, il y retrouvera presque textuellement ce que nous disons ici.

Le réformisme n'est pas la lutte pour les réformes, c'est la doctrine selon laquelle de réformes en réformes la classe ouvrière pourrait, sans heurt, construire une société communiste.

Etre révolutionnaire et communiste, c'est au contraire penser qu'il vient un moment dans l'évolution économique où le capitalisme a fait son plein de réformes sans avoir satisfait la classe ouvrière et où celle-ci ne peut plus lutter pour ses intérêts sans briser violemment le système social qui l'emprisonne en même temps qu'il emprisonne les forces productives cherchant à se développer. Cela ne comporte nullement l'obligation pour un communiste — même dans l'hypothèse où la marge des réformes existe — de prêcher sans agir.

Même s'il y avait divergence entre Dunois et moi sur l'appréciation du délabrement de l'économie capitaliste, le front unique, la nécessité pour les communistes de participer aux luttes du prolétariat n'en existeraient pas moins pour Dunois comme pour moi.

Mais que Coen se rassure, Dunois, comme moi, comme toute l'Internationale unanime sur ce point dans son 3^e Congrès, tous croient que le capitalisme ne peut plus accorder de réformes réelles. L'offensive patronale montre que non seulement le capitalisme ne peut plus améliorer le sort du prolétariat, mais encore que la bourgeoisie ne peut subsister comme classe qu'en faisant peser une servitude sans cesse aggravée sur les ouvriers du monde entier.

Sans doute, il peut y avoir encore, par des tours de passe-passe auxquels le capitalisme aux abois et son allié le réformisme s'entraînent habilement, des réformes apparentes compensées et au delà par de réelles réformes à rebours. Par exemple : il y a eu l'an dernier augmentation du taux des pensions des grands mutilés. Parallèlement il y avait augmentation du prix de la vie et diminution des salaires.

Même pour le mirage d'une réforme apparente, il faut encore lutter avec la classe ou-

rière si elle croit à ce mirage. C'est par l'expérience de la lutte qu'elle vérifiera que le mirage est un mirage et que l'on pourra proposer à la lutte prolétarienne des buts plus réels. Exemple : L'impôt sur les salaires est impopulaire. Croire que l'impôt sur les salaires supprimé, la bourgeoisie ne cherchera pas, pour maintenir les recettes de ses budgets d'Etat, à faire peser sur les ouvriers des impôts de consommations accrus, croire cela, c'est voir un mirage.

Nous luttons néanmoins contre l'impôt sur les salaires, nous lutterons ensuite par exemple contre l'aggravation des impôts de consommation, pour la saisie des valeurs réelles, pour le contrôle ouvrier, etc..., jusqu'à ce que de lutte en lutte le prolétariat ait vérifié expérimentalement qu'il lui faut lutter à main armée pour la prise du pouvoir... s'il veut échapper à une servitude pire cent fois que l'esclavage antique.

Voilà comment Dunois, qui pense comme moi, comme toute l'Internationale, que le capitalisme délabré d'après-guerre ne peut subsister que par l'offensive capitaliste, a pu parler du front défensif de la classe ouvrière.

Dans l'ensemble, le prolétariat subira des défaites successives tant qu'il n'aura pas pris le pouvoir révolutionnairement. L'important est que, de chaque défaite, le prolétariat tire les enseignements, et sorte plus cohérent et plus conscient de la nécessité d'abattre le pouvoir bourgeois. Cela, c'est la victoire qui se cache dans chaque défaite. Dans la lutte le prolétariat est battu parce qu'il mange moins après qu'avant et victorieux parce que sa volonté révolutionnaire s'accroît et se précise. Si cette volonté se forme moins vite que sa détresse ne s'aggrave, il peut arriver que le prolétariat s'enlise lentement dans la misère et ne devienne presque impuissant à se soulever. Ce fut le destin tragique du prolétariat autrichien.

Si la volonté révolutionnaire se forme plus vite que sa détresse ne s'aggrave, le prolétariat est capable à temps de renverser le pouvoir bourgeois.

Les communistes doivent participer aux luttes du prolétariat pour, en tirant de chaque bataille même perdue les enseignements utiles, hâter l'accroissement de la conscience et de la volonté révolutionnaire chez le plus grand nombre possible d'ouvriers.

S'il y a coïncidence dans la situation économique actuelle du monde entre la Réforme et la Révolution ; si la lutte pour la réforme aboutit pratiquement à la lutte armée pour le pouvoir ; pourquoi, interroge Coen, proposer aux ouvriers comme but la réforme au lieu de la Révolution ?

A cette question on peut mesurer combien Coen raisonne dans l'abstrait. Si les ouvriers savaient que la réforme qu'ils demandent est incompatible avec le maintien du système capitaliste, ils marcheraient avec les communistes. Cela n'est pas ; bien des ouvriers ne savent pas cela et marchent avec les réformistes. Parce qu'ils sont ignorants, parce que beaucoup sont inaccessibles à la doctrine pure,

allons-nous, en nous bornant à prêcher la prise du pouvoir, les abandonner à l'inertie ou à la trahison réformiste ?

Il faut d'abord réussir à les mettre en mouvement. Il n'est possible de le faire qu'en leur proposant des buts concrets capables de les émouvoir et en obligeant leurs chefs dont ils dépendent encore à les entraîner vers ces buts concrets. Pris à leurs propres formules, les chefs réformistes ne peuvent que marcher ou se discréditer davantage de jour en jour.

C'est par l'expérience que le prolétariat vérifiera qu'entre ses objectifs concrets de lutte et lui-même il y a le pouvoir bourgeois. C'est dans l'action que le prolétariat verra quels sont les chefs qui veulent renverser le pouvoir bourgeois et ceux qui ne le veulent pas. C'est ainsi et non par les raisonnements de Coen que le front unique passera sous la direction communiste.

Parceval nous dit : « Pas besoin de tout cela : Agissez d'abord, le reste viendra ensuite. »

Evidemment, les communistes peuvent agir seuls. S'ils n'ont pas le prolétariat avec eux, ils seront battus, sans aucun profit appréciable pour eux ni pour les ouvriers non communistes dont l'expérience personnelle n'aura pas été enrichie.

Le problème est justement d'agir avec tout le prolétariat, d'ébranler toute la classe ouvrière. Les ouvriers qui suivent les réformistes ne s'ébranleront qu'avec leurs chefs ; les ouvriers sans parti dans leur ensemble ne s'ébranleront, eux qui ne comprennent pas nos divisions, que si un minimum d'accord est réalisé entre les organisations.

Des buts concrets, un front prolétarien unique de combat ; alors l'action viendra et tout le reste par la suite. Voilà à mon sens la vraie formule.

Pourquoi la scission, a-t-on demandé ?

Nous avons fait la scission pour, forts de notre organisation indépendante, pouvoir toujours dire la vérité.

Nous faisons le front unique pour la dire à tout le prolétariat en lutte.

La différence entre les thèses de Coen, de Duret, et de Parceval, et celles de la 3^e Internationale, les nôtres, elle est simple.

D'un côté la logique statique, rigoureuse, abstraite ; toute une impeccable tautologie de scolastique sociale ; de l'autre la dialectique marxiste s'appliquant au développement de l'histoire d'un monde sans cesse en mouvement et qui de devenir en devenir va vers le communisme.

Qui a raison ?

Cessons de raisonner. Regardons, la Eulgarie, la Tchéco-Slovaquie, l'Allemagne, le monde.

La réponse n'est ni dans la subtilité de Coen, ni dans l'esprit spirituel et fin de Parceval, ni dans la rigueur passionnée de Duret, ni dans l'habileté praticienne que Coen croit reconnaître en moi. La réponse, elle est dans les faits.

La majorité du parti français n'a malheureusement pas contribué à la fournir.

Albert TREINT.

La Semaine Politique

Le procès Poincaré

(Suite)

Trois propositions, disait notre dernière *Semaine* (1), s'imposent à l'examen de tous les esprits libres, à la suite du réquisitoire dressé par le Parti Communiste contre M. Poincaré au cours du débat sur les responsabilités de la guerre :

En 1912, 1913 et 1914, la politique de M. Poincaré, dans l'ordre national comme dans l'ordre international, est une longue menace à la paix.

Durant la guerre, notamment en 1915 et en 1917, la politique de M. Poincaré contribue à reculer la paix.

Depuis la guerre, la politique de M. Poincaré menace de nouveau la paix.

On a vu déjà dans notre numéro du 13 juillet, quelles responsabilités les événements d'ordre intérieur — renaissance du nationalisme turbulent et agressif — et les événements d'ordre extérieur — inféodation de la France à la Russie, — durant les trois années qui précéderent la guerre, peuvent faire peser sur cet homme. Nous avons cité les faits. Nous avons cité des textes. Nous avons fait appel à des témoignages étrangers et impartiaux, notamment à celui du baron Beyens, ministre de Belgique à Paris.

On conclura.

Seconde proposition... :

« Durant la guerre, notamment en 1915 et 1917, la politique de M. Poincaré contribue à reculer la paix. »

Inféodé à la politique tsariste avant la guerre, ayant partie liée avec celui que Jaurès appelait, quelques heures avant sa mort, « cette canaille d'Isvolski », M. Poincaré continua, pendant la guerre, sa politique de féal sujet du tsar.

Que cette sujétion ait empêché, dès les premiers mois de 1915, la restauration de la paix, c'est une hypothèse très admissible. Qu'on en juge. Voici les faits rappelés par le discours de Lafont :

C'est dès 1915 que M. Paléologue avait compris l'intérêt d'une dissolution de la coalition ennemie et, rendant visite, le 1^{er} janvier 1915, au ministre des Affaires étrangères de Russie, M. Paléologue l'entretenait de la situation et lui disait :

« Puisque le bloc allemand est si dur à entamer, nous devrions nous appliquer par tous les moyens de force et de persuasion à détacher l'Autriche de la coalition germanique et je crois que nous pourrions y arriver dans un temps assez court. »

En 1915, M. Paléologue s'adressant à M. Sazo-

nov, développa son raisonnement ; et voici, selon lui-même, l'attitude de son interlocuteur :

« M. Sazonov fait la grimace et me répond avec sécheresse : « Et la Bohême et la Croatie ? vous « les laisseriez sous le régime actuel ? Ce n'est pas « possible ! »

Et M. Paléologue reprend : « Puisque je vous parle à titre privé, laissez-moi vous dire que, dans l'épreuve effroyable infligée à la France, le problème tchèque et yougo-slave me semble secondaire. »

M. Sazonov secoue la tête d'un air agacé :

« Non ; il nous faudra démembler l'Autriche-Hongrie. »

Dans les mêmes mémoires de M. Paléologue, à la date du 9 janvier 1915, nous trouvons, ce qui est encore singulièrement instructif pour apprécier les événements de 1917 et les éventualités de paix séparée à cette époque, les impressions de M. Paléologue au reçu d'une réponse qui lui fut envoyée par M. Delcassé. Voici le passage tout entier :

« M. Delcassé vient de répondre au télégramme en date du 1^{er} janvier par lequel je lui rendais compte de ma conversation avec M. Sazonov sur la possibilité d'amener le cabinet de Vienne à conclure une paix séparée. Il me recommande instamment de ne jamais prononcer un mot qui puisse faire croire au gouvernement russe que nous ne lui abandonnions pas entièrement l'Autriche-Hongrie. Lorsque mon conseiller, M. Doucet, eut fini de me lire ce télégramme, je lui dis : « Vous viendriez m'apprendre une défaite militaire je n'en serais pas plus consterné. »

Aux ambitions de M. Sazonov correspondaient les ambitions territoriales de M. Poincaré. Il lui fallait des conquêtes. Il rêvait de la rive gauche du Rhin. M. Tardieu a révélé que le gouvernement français avait transmis aux alliés un projet qui comportait l'occupation définitive. Une telle mentalité révélée par de telles exigences devait fortement contribuer, en 1917, à enrayer l'effort de paix lors des négociations du prince Sixte. Cachin les a rappelées, avec le même souci de documentation exacte que nos deux autres camarades.

C'était en mars 1917, au moment des démarches que fit à l'Élysée le prince Sixte de Bourbon. La guerre durait depuis déjà deux années et neuf mois.

Le jeune empereur de Vienne, effrayé de l'état lamentable du peuple autrichien, entreprit de conclure une paix séparée. Il envoya son beau-frère à Paris et à Londres avec des propositions d'abord vagues, puis plus fermes. Il offrait de rompre avec l'Allemagne si celle-ci se refusait à accepter des propositions honorables, parmi lesquelles se trouvait la cession de l'Alsace-Lorraine à la France.

Voici la teneur de la lettre par laquelle l'empereur mandait son parent près de M. Poincaré et près du roi d'Angleterre :

« Mon cher Sixte,

« La fin de la troisième année de cette guerre, qui a apporté tant de deuils et de douleurs dans le monde, approche. Tous les peuples de mon em-

(1) *Bulletin Communiste* du 13 juillet 1922, pp. 562, 563

pire sont unis plus étroitement que jamais dans la volonté commune de sauvegarder l'intégrité de la monarchie, au prix même des plus lourds sacrifices. Grâce à leur union, la monarchie a pu résister pendant bientôt trois ans aux plus grands assauts. Personne ne pourra contester les avantages militaires remportés par mes troupes, en particulier sur le théâtre de guerre balkanique. La France a montré, de son côté, une force de résistance et un élan magnifiques. Nous admirons l'admirable bravoure traditionnelle de son armée et l'esprit de sacrifice de tout le peuple français. Aussi m'est-il particulièrement agréable de voir que, bien que momentanément adversaires, aucune véritable divergence de vues ou d'aspirations ne sépare mon empire de la France et que je suis en droit de pouvoir espérer que mes vives sympathies pour la France, jointes à celles qui règnent dans la monarchie, éviteront à tout jamais le retour d'un état de guerre pour lequel aucune responsabilité ne peut m'incomber.

« A cet effet, et pour manifester d'une façon précise la réalité de ces sentiments, je te prie de transmettre secrètement et officieusement à M. Poincaré que j'appuierai par tous les moyens, et en usant de toute mon influence auprès de mes alliés, les justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine.

« Quant à la Belgique, elle doit être rétablie entièrement dans sa souveraineté en gardant l'ensemble de ses possessions africaines, sans préjudice des dédommagements qu'elle pourra recevoir pour les pertes qu'elle a subies.

« Quant à la Serbie, elle sera rétablie dans sa souveraineté et, en gage de notre bonne volonté, nous sommes disposés à lui assurer un accès naturel à la mer Adriatique, ainsi que de larges concessions, etc.

« Après t'avoir ainsi exposé des idées, je te demande de m'exposer, à ton tour, après en avoir référé avec les deux puissances, l'opinion tout d'abord de la France et de l'Angleterre, à l'effet de préparer ainsi un terrain d'entente sur la base duquel des pourparlers officiels pourraient être engagés et aboutir à la satisfaction de tous. »

Dans sa première entrevue avec le prince, qui a eu lieu le 5 mars, M. Poincaré est amené à parler ainsi :

« Je suis très heureux de vous voir, M. Martin m'a tenu au courant de vos voyages, et je suis heureux d'apprendre de votre bouche les propositions de l'Autriche. Mais, avant tout, il faut que je vous dise qu'étant chef d'Etat constitutionnel, je dois tenir le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, au courant de ce qui se passe. Je puis cependant garder pour moi une certaine partie des détails... »

Plus loin, dans le même entretien :

« ...Communiquez les propositions impériales à nos deux principaux alliés, par lettre de moi au tsar — dit M. Poincaré — je ne puis me servir du télégraphe, n'ayant pas de chiffre avec le tsar.

« Il ajoute :

« Les indiscretions italiennes, vis-à-vis de l'Allemagne sont à craindre, ce qui ne l'est pas du côté anglais et russe, surtout russe, le tsar étant autocrate et ayant une grande confiance en moi. »

Comme, à ce moment-là, la première révolution russe était déjà engagée, nous devons tenir pour non avenue la promesse que faisait M. Poincaré de s'en entretenir avec le tsar.

En même temps que M. Poincaré recevait ainsi une première fois, le 5 mars et à plusieurs reprises, dans la suite, le représentant de l'empereur d'Autriche, celui-ci, comme il était naturel, se rendait également à Londres, où il se mettait en rapports avec le roi d'Angleterre et avec M. Lloyd George. C'est ce dernier qui mena les négociations.

Tout au long des semaines pendant lesquelles ces conversations se développèrent, M. Lloyd George leur attribue — nous en trouvons la preuve dans le dossier que j'ai sous les yeux et dans le livre du prince Sixte de Bourbon — la plus haute importance. Non seulement il réserve bon accueil aux propositions autrichiennes, mais il en pousse très activement l'examen ; il les prend très au sérieux et, à maintes reprises, dans son livre, le prince Sixte rend hommage à la bonne volonté constante de M. Lloyd George. Il cite même, du Premier anglais, une formule très importante, lorsqu'il revint de l'entretien de Saint-Jean-de-Maurienne : « Avec le Trentin et les îles dalmates, dit-il, je fais la paix. »

Je ne crois pas qu'il ait recueilli de la bouche de M. Poincaré une affirmation aussi claire. Ce que je sais au contraire, et ce que j'ai le droit d'opposer, ce sont précisément les deux attitudes. Le premier ministre anglais dit : « Je considère ces propositions autrichiennes comme tout à fait importantes, et bien qu'il se trouve certaines résistances de l'Italie, je me charge d'y faire face, et si j'obtiens le Trentin et les îles dalmates, je fais la paix. »

C'est un fait à mes yeux essentiel. Je ne dis pas que le prince Sixte fut ici mal reçu ; le président lui réserva quelques audiences, mais à peu, au bout de quelques semaines, on laissa tomber la proposition de l'empereur d'Autriche.

J'ai le droit de dire que l'on ne manifesta pas à l'Elysée le même état d'esprit sympathique que celui de M. Lloyd George. On laissa évanouir l'espérance de paix, et, un beau jour, M. Ribot, qui seul était dans les confidences de M. Poincaré, prononça, en réponse aux offres de Charles, quelques paroles brutales et évidemment injustes. La guerre dura vingt mois de plus.

« Depuis la guerre, la politique de M. Poincaré menace de nouveau la paix. »

Est-il besoin d'insister longuement sur les pièces versées au dossier ? Lafont a lu de larges extraits des articles publiés par M. Poincaré dans la *Revue des Deux Mondes*. Toute tentative de solution pacifique ou contractuelle des problèmes posés par le traité y est impitoyablement critiquée : Les conférences ? Une rhétorique coûteuse. L'Allemagne « démocratique » ? « La sœur de l'Allemagne monarchique. Les réparations en nature ? Une invasion commerciale allemande. » Conclusion : le salut de la France ? L'emploi de la force, l'occupation de la Ruhr.

Voilà plus de vingt-six mois, écrit M. Poincaré, que nous avons déposé les armes, voilà plus de vingt-six mois que nous raisonnons avec l'Allemagne ; voilà plus de vingt-six mois que nous essayons d'obtenir par la conciliation qu'elle désarme et qu'elle nous paye. Plus le temps passe et plus elle nous échappe.

...A l'expiration des six mois, les Allemands n'étaient pas en règle avec la convention dont ils avaient recueilli les avantages. Nous n'avons cependant occupé ni la Ruhr ni aucune autre région.

Le 1^{er} mai dernier, nous étions prêts à entrer dans la Ruhr et à mettre, pour nous faire payer,

la main sur le charbon allemand. La classe 1919 avait été mobilisée ; tout était prêt, il n'y avait qu'un ordre à donner. Le 5 mai l'ultimatum signé de MM. Lloyd George, Briand, etc., avait été envoyé à l'Allemagne ; il contenait sommation de remplir sans réserve ni condition toutes les obligations définies par la commission des réparations. Il était ajouté que, faute par l'Allemagne de s'exécuter, les alliés avaient décidé d'occuper le 12 mai la Ruhr et de prendre toutes autres mesures militaires et navales.

Aussitôt, M. Wirth déclarait au Reichstag : « Il s'agit de préserver le territoire allemand du danger de l'invasion ennemie et de sauvegarder la

liberté allemande. Par l'adoption de l'ultimatum, nous faisons disparaître la menace imminente d'une occupation de la Ruhr. »

Dans la nuit du 10 au 11 mai, le chancelier prenait vis-à-vis des alliés l'engagement de se soumettre à toutes les clauses de l'ultimatum. La Ruhr était sauvée et il nous restait dans les mains une promesse de plus.

On pourrait multiplier les extraits. Tous attestent le même état d'esprit.

Le procès Poincaré peut être jugé sur pièces.

G.-E. LABROUSSE.

L'ÉTUDE ET LA PROPAGANDE

La Belgique socialiste et communiste

La Librairie de l'*Humanité*, on le sait, s'applique à mettre aux mains des militants — et de ceux qui sont appelés à le devenir, une documentation claire et précise. Il n'est pas un d'entre nous qui n'ait perçu, au cours de ses tournées de propagande, la nécessité d'une pareille tâche. La période de guerre a creusé comme une cassure entre les anciennes générations et la génération montante du prolétariat actif. Beaucoup sont tombés ou ont abandonné l'âpre lutte ; d'autres sont venus, qui ont soif de savoir, mais qui n'ont pas toujours à portée les moyens de s'informer. Ce sont ces moyens que nous cherchons à leur procurer.

J'ai promis de parler l'un de ces jours de la brochure. C'est en ce domaine surtout que nous sommes faibles et insuffisants ; c'est par l'opuscule réduit aux plus simples dimensions que nous avons le plus de chances d'atteindre ceux qui aspirent à nous rejoindre, mais qui voudraient de prime abord s'assimiler les éléments les plus raccourcis de notre doctrine. Ils ont entendu parler de la lutte de classes, de la plus-value, de la loi d'airain des salaires, de la concentration capitaliste, etc., mais pour se pénétrer de ces idées, il faut le plus souvent consulter des livres copieux, rédigés en langage scientifique et qui rebutent certains esprits. C'est une quintessence qu'il faudrait offrir à ces derniers. Et puisque le mot quintessence vient sous ma plume, si la *quintessence du socialisme* de Schœffle (qui n'était pas socialiste) a eu tant de succès utile, c'est qu'elle présentait un exposé dogmatique sous une forme lapidaire et accessible à tous.

Mais en attendant que nous dressions le tableau des brochures à écrire ou à récrire, ce qui ne saurait tarder, car il y a là une lacune déplorable, la librairie de l'*Humanité* a entre-

pris la publication de deux collections, dont l'une est intitulée : idées et faits, et l'autre : le mouvement ouvrier international.

En chacune d'elles a paru un premier volume ; dans l'une, *l'Histoire du parti socialiste en France*, dont je ne parlerai pas, et pour cause ; dans l'autre : *la Belgique socialiste et communiste*, par Ch. Massard.

Je n'aurai pas l'outrecuidance de présenter Ch. Massard à nos lecteurs qui le connaissent bien.

S'il était une collection qui s'imposait, c'était celle qui a trait au mouvement ouvrier international. Les sections de l'Internationale Communiste sont étroitement liées les unes aux autres, non pas seulement par une discipline librement consentie, mais encore par la nature même des choses. En une large mesure, les progrès de chacune d'elles sont subordonnés aux progrès de toutes les autres, et c'est la raison pour laquelle le prolétariat français doit prendre grand souci des luttes soutenues par les autres prolétariats afin d'y participer autant que possible et d'assurer la plus stricte coordination des mouvements.

Ch. Massard était tout particulièrement qualifié pour nous entretenir de la Belgique, puisqu'il a vécu là-bas longtemps de la vie du parti ouvrier avant de devenir l'un des artisans du parti communiste.

Comme il était indispensable, il nous brosse d'abord un tableau de la Belgique industrielle. « La Belgique, disait Marx, est le paradis des capitalistes et l'enfer des ouvriers. » C'est cette pensée du fondateur du socialisme scientifique que Massard s'est attaché à justifier et à développer en faisant défiler devant nous des documents puisés aux meilleures sources.

Nul n'ignore à quel degré la Belgique est industrialisée : industrie textile en Flandre ;

industrie minière, métallurgique, verrière, etc., en Wallonie : 382.000 salariés d'un côté, 522.000 de l'autre. Tous les phénomènes normaux du capitalisme se vérifient ici : constitution de grandes fortunes, concentration d'outillage, exode rural, prolétarianisation progressive, exploitation des salariés.

Les chiffres de Massard, faute de mieux, sont un peu anciens ; ils demeurent cependant, au plus haut degré, indicatifs.

De 1880 à 1900, le contingent des mines est tombé de 164 à 118, et celui des usines métallurgiques de 411 à 369. Au fur et à mesure que croissait la production, la concentration se précisait. En 1896, 70.000 chefs de petite ou de moyenne industrie occupaient 272.000 ouvriers, 1.700 chefs de grande industrie occupaient 410.000 ouvriers.

La Belgique fut toujours un pays de bas salaires. En 1896, 88 % des travailleurs touchaient au plus 3 francs par jour. Depuis 1914, un certain relèvement s'est produit, surtout dans la phase d'agitation qui a suivi l'armistice, mais l'offensive patronale s'exerce là-bas comme ailleurs pour comprimer la rétribution ouvrière. La Belgique tient à demeurer un enfer pour ceux qui sont obligés de vendre leurs bras.

De même, elle a été et demeure la contrée des longues journées. En 1896, plus de 80 % des ouvriers faisaient plus de 9 heures par jour, et beaucoup, parmi eux, plus de 11 heures.

Depuis le 1^{er} octobre 1921, le prolétariat là-bas « jouit » officiellement des 8 heures, mais officieusement on lui retire, comme en France, le bénéfice de cette réglementation. Sur les conditions d'existence de cette classe ouvrière, et de l'enfance en particulier, le livre de Massard fourmille de détails navrants.

Dans l'ordre politique, la Belgique a été gouvernée, depuis 1831 jusqu'en 1914, tantôt par les libéraux et tantôt pas les catholiques, c'est-à-dire par deux fractions bourgeoises qui se disputaient le pouvoir, mais qui représentaient l'une et l'autre l'ordre capitaliste, refusaient au prolétariat les libertés les plus élémentaires et l'exploitaient avec une égale âpreté.

Voisine de la France, la Belgique participait à la vie intellectuelle de cette dernière. Les premiers écrivains socialistes y exercèrent une sérieuse influence. C'est à Bruxelles que Buonarvotti, l'un des compagnons de Babeuf, prépara son ouvrage : *La Conspiration de l'Égalité*. C'est à Bruxelles aussi, plus tard, que Marx fit éditer : *Misère de la philosophie*.

En 1864, une section de la 1^{re} Internationale fut créée avec Hins et César de Poepe, et les grandes grèves commencèrent. En 1875 surgit, à Bruxelles, une Chambre du Travail —

puis en 1877, l'Union ouvrière Socialiste Belge ; en même temps se constituait à Gand le parti socialiste flamand. Le Parti ouvrier Belge enfin adopte sa charte en 1885.

Toute une partie du livre de Massard est exclusivement consacrée à l'histoire de ce P. O. B. Je n'ai point l'intention de l'analyser ici.

Comme la Social-Démocratie allemande, le P. O. B. avait grandi à la faveur des batailles politiques. Réformiste avant tout, il s'attachait à la conquête du suffrage universel, à l'augmentation des salaires, à l'extension de la législation du travail. Il aura eu sa page, et son rôle, mais il est indéniable que plus il accroissait ses effectifs, et plus la tendance réformiste ou opportuniste s'affirmait en lui. Tout, dans son attitude d'avant-guerre, le prédestinait à l'action qu'il poursuivait pendant la guerre et après la guerre, c'est-à-dire à l'abandon de la doctrine de la lutte entre classes, à la participation au pouvoir, à la collaboration avec la bourgeoisie.

Ce n'est point pur hasard si, dans tous les pays du monde à la fois, les doctrines anciennes, celles qui avaient servi d'armature à la tactique révolutionnaire du prolétariat, ont été désertées. La Social-Démocratie allemande, belge, suédoise, etc., suivait sa pente. Massard nous le montre pour la Belgique ; d'autres nous expliqueront les événements de Tchéco-Slovaquie ou de Scandinavie.

C'est contre ce reniement que s'est dressé le jeune Parti Communiste belge. C'est lui qui sauvera l'idée et qui guidera demain le prolétariat. Lisez Massard qui vous exposera les efforts de cette petite, mais valeureuse phalange.

PAUL LOUIS.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

Comment l'on a détruit le Parti socialiste italien

Partis prolétariens, organisations ouvrières du monde entier, vous tous qui avez vraiment à cœur les intérêts du prolétariat, considérez le sort du Parti Socialiste italien et efforcez-vous de comprendre comment on l'a perdu.

Il n'y a que deux ans encore, c'était, semblait-il, un parti puissant, florissant. Il n'y a que deux ans encore, ce parti, semblait-il, se développait de façon ininterrompue en ligne ascendante. Et maintenant, nous assistons à son krach complet. Au lieu d'un parti vigoureux, nous n'avons plus qu'un amas de décombres. Les prédictions les plus pessimistes de l'Internationale Communiste ne se sont que trop rapidement justifiées. En tant que parti socialiste, le P.S.I. s'est définitivement écroulé.

Comment cela s'est-il produit ?

Il y a deux ans, avant la scission de Livourne, les éléments constitutifs de ce parti étaient à peu près les suivants : quelques dizaines de milliers de prolétaires révolutionnaires avancés, pleins d'enthousiasme et prêts à la lutte ; puis, quelques dizaines de milliers d'ouvriers à l'état d'esprit révolutionnaire, mais encore politiquement inexpérimentés et offrant une proie facile aux illusions pacifistes. Ajoutez à ces deux groupes de prolétaires quelques milliers de satellites petits-bourgeois ; ajoutez-y encore un groupe de leaders parlementaires, de politiciens, de fonctionnaires syndicaux, de coopérateurs et d'intellectuels petits-bourgeois — au total 5.000 environ — et vous aurez à peu près la composition du P.S.I. tel qu'il était avant la scission.

Avant le Congrès de Livourne, il existait au sein du Parti deux groupements politiques officiels bien distincts : d'une part les **communistes**, de l'autre, les **réformistes**. Les uns et les autres n'étaient encore que la minorité dans le Parti. Le centre était constitué par la fraction des « maximalistes », dont le mot d'ordre était la sauvegarde de l'unité, et qui avaient alors pour eux la majorité du Parti. A la minute décisive, cette tendance centriste, qui avait à sa tête le fameux Serrati, passa du côté des réformistes. Ce fut, pour le Parti, un coup décisif. A l'instant même où la fraction de Serrati embolait le pas pour le réformisme, la condamnation du P.S.I. était signée, son sort était décidé. Les centristes avaient fait la courte échelle aux réformistes. Ils s'étaient imaginés tout d'abord ne leur avoir tendu qu'un doigt tout au plus, mais en réalité ils s'étaient livrés à eux pieds et poings liés.

Au point de vue social, voici quel était le sens de ce qui s'était passé. Le groupe des intellectuels petits-bourgeois, des fonctionnaires syndicaux, des parlementaires, des journalistes et des avocats ne comptaient au total dans le Parti que 5.000 membres, mais ce groupe était **lié à la bourgeoisie**, grande et petite, par une infinité de liens ; c'était le groupe typique des « lieutenants ouvriers » au

service de la bourgeoisie. Par lui-même, ce groupe n'était rien. Mais en tant qu'avant-garde de la bourgeoisie dans le camp des ouvriers, il pouvait, dans certaines conditions, devenir une grande force.

C'est la fraction de Serrati qui créa ces conditions pour le groupe en question des réformistes petits-bourgeois. Il se produisit une division du travail. Les réformistes servaient presque ouvertement la cause de la bourgeoisie ; quant à Serrati, il ne cessait de crier qu'il était contre le réformisme, mais pour l'unité de la classe ouvrière. Et cela, alors que le mouvement insurrectionnel des ouvriers qui s'était manifesté par la mainmise sur les fabriques et les usines était vaincu, que le fascisme sanguinaire commençait à lever la tête et que le Capital déclenchait une offensive furieuse.

Rapidement et sûrement la bourgeoisie arriva à ses fins. A Livourne, la majorité extérieurement était restée non pas aux réformistes, mais aux révolutionnaires « intransigeants » (c'est des maximalistes qu'il s'agit, ne riez pas !) dirigée par Serrati. Par convenance, les réformistes firent la grimace et avec un air de victime résignée « se soumirent » à la majorité centriste de Serrati. Mais ils avaient déjà alors pour eux la majorité parmi les fonctionnaires des syndicats, des coopératives et dans la fraction parlementaire. Après avoir obtenu l'exclusion effective de la fraction prolétarienne la plus intransigente du Parti, les réformistes, aidés par Serrati, se mirent à consolider leurs positions fondamentales dans la direction des syndicats, des coopératives et dans la fraction parlementaire. Un peu plus d'une année s'est écoulée et maintenant les réformistes sont les maîtres incontestés de la situation. Ils ont désagrégé et démoralisé le reste du Parti, dont la presse presque tout entière est sous leur dépendance au point de vue matériel ; ils ont pour eux la bourgeoisie et dominant dans la bureaucratie syndicale et dans le mouvement coopératif.

Leur heure arrivée, les réformistes ont levé le masque. Maîtres des positions les plus importantes dans l'ancien Parti, ils ont enfin décoché une ruade aux fourbes serratistes et ont mis ouvertement la collaboration à l'ordre du jour. Ils ne veulent plus seulement la collaboration effective avec la bourgeoisie, ils veulent légaliser leur union avec les capitalistes.

Les fascistes mènent leur offensive, les fascistes dans chaque ville massacrent les ouvriers, les fascistes ont formé une armée bourgeoise régulière de coupe-jarrets, sont en fait les maîtres de l'Italie. Et voilà que nos réformistes ont trouvé un moyen bien simple d'anéantir les fascistes. La chose n'est pas difficile : pour détruire le fascisme, il n'y a qu'à... conclure avec lui une alliance, il n'y a qu'à entrer dans un ministère bourgeois, il n'y a qu'à partager le pouvoir avec

ceux qui ont engendré et développé le fascisme, avec la bourgeoisie.

Tant que Serrati avait encore la moindre responsabilité de démontrer que « ses » réformistes italiens ne ressemblaient pas du tout aux réformistes des autres pays, qu'ils n'avaient rien de commun avec les millerandistes, il s'y employait de tout son pouvoir. Mais à l'heure actuelle, Turati, Modigliani et consorts ont enlevé à leur fidèle serviteur Serrati cette dernière possibilité. Serrati ne peut plus maintenant affirmer que les réformistes italiens ne sont pas du tout les réformistes, Serrati a dû recourir à son ancienne intransigeance ; même lui, dont depuis longtemps les ouvriers révolutionnaires italiens disent : « Crache au visage de Serrati il ne bronchera pas », il n'a pu maintenant faire semblant de ne pas remarquer la formidable gifle qui lui était allongée. Il ne lui restait plus qu'à promettre d'entreprendre une apparence de lutte contre les réformistes.

Mais, à cette époque, déjà, les réformistes se sentaient si forts qu'ils ne voulurent même pas se résigner à cette opposition fictive de la part de Serrati. Et, comme le pouvoir officiel, au sein du Parti, se trouvait encore entre les mains du Comité central, dirigé par Serrati, les réformistes résolurent d'agir énergiquement. Quand il s'agit de lutter contre le socialisme, messieurs les réformistes ne manquent pas d'esprit de décision. Les réactionnaires réformistes sont des gens d'affaires et non des songe-creux. A la majorité des voix, la fraction « socialiste » parlementaire décida qu'elle ne se soumettrait plus au Comité central. Turati et Modigliani en avaient assez du joug de la « discipline » du Parti. Ils avaient fait leur compte : 107 populistes, 80 socialistes, 35 partisans de Nitti, 25 réformistes-autonomistes et encore 26 transfuges (espérés) de la fraction Giolitti, cela fait 267 députés. C'est là une majorité parlementaire et avec cette majorité parlementaire l'on peut constituer un nouveau ministère de coalition. Que valent, devant ce compte, de misérables considérations sur la discipline du Parti et la volonté de la majorité des ouvriers organisés !

Les réformistes n'y sont pas allés par quatre chemins. Eux, qui, de longues années durant, n'avaient pu agir qu'en catimini, eux qui flagornaient les centristes et qui faisaient patte de velours à Serrati et consors, ils montrent maintenant les griffes. Le groupe parlementaire a presque expulsé du Parti les malheureux centristes ; il s'est choisi une nouvelle direction. Il a nommé comme son secrétaire un réformiste énergique, Buiadesi, leader de la Confédération du Travail, favori de la bourgeoisie ; il saura, quand il le faudra, pourchasser les communistes, avec plus d'acharnement encore que ne le font actuellement les policiers et les fascistes. Darragona et ses amis qui avaient maintes fois juré fidélité au Parti Socialiste italien, ont maintenant rompu en fait l'accord qu'ils avaient conclu avec lui et s'érigent en puissance indépendante. Dans le Parti, c'est le chaos complet. Le Comité central des serratistes s'est scindé en deux parties à peu près égales : 13 contre 12. Il s'est formé des groupes, des frac-

tions, des sous-fractions de toutes sortes : maximalistes, concentrationnistes, centristes, réformistes, etc. Seul le groupe de Maffi, Lazzari et Riboldi — trois camarades qui ont assisté l'année dernière au III^e Congrès de l'I.C. et se sont convaincus de la trahison de Serrati — mène une lutte plus ou moins décisive contre les réformistes. Les centristes qui, il y a une année seulement, se sentaient encore maîtres de la situation, sont maintenant placés dans l'alternative de devenir les laquais des réformistes ou de quitter le Parti.

Si Serrati n'avait même qu'une ombre de conscience révolutionnaire, il devrait maintenant, à la face du monde, reconnaître sa faute. Mais il y a bien peu de chance qu'il s'y décide. Il est beaucoup plus probable que les centristes italiens partageront le sort du centrisme international. Sous une forme ou sous une autre, ils continueront de faire le jeu des réformistes.

Se peut-il que cette leçon frappante soit perdue pour le mouvement ouvrier international ? Se peut-il qu'elle ne profite pas aux camarades français, par exemple, qui ne se sont pas encore convaincus de la nécessité d'en finir une fois pour toutes avec les éléments centristes et mi-centristes (1), dans les rangs de leur Parti ? Serrati a trouvé le moyen le plus expéditif de détruire son propre parti ; en vérité, il pourrait à bon droit prendre un brevet d'invention. A lui la palme dans l'art de dévoiler l'essence contre-révolutionnaire du centrisme. Kautsky est le théoricien du centrisme, Serrati en est le réalisateur, le politicien. L'un et l'autre en réalité font aller l'eau au moulin des réformistes, c'est-à-dire de la bourgeoisie. Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir maintenant.

Néanmoins, les ouvriers italiens trouveront en eux-mêmes assez de force pour se remettre des coups que leur ont portés les traîtres du réformisme et du centrisme. Ils sauront surmonter la crise dans laquelle ils se débattent à l'heure actuelle. Ils commenceront maintenant à entrer en foule dans le Parti communiste et, un peu plus tôt, un peu plus tard, ils vaincront néanmoins le réformisme et la bourgeoisie et réactiveront la dictature du prolétariat.

Que l'exemple du Parti Socialiste italien convainque enfin tous les ouvriers sincèrement socialistes que le rôle réel des centristes est de retarder le moment de la victoire du prolétariat, d'entraver sa lutte, d'accroître le nombre des victimes nécessaires, de multiplier les souffrances et les tourments des masses prolétariennes. Que les ouvriers avancés se hâtent de le comprendre et rejettent le centrisme international dans la poubelle de l'histoire.

G. ZINOVIEV.

(1) « Centristes » s'entend évidemment ici dans le sens des polémiques qui précédèrent le Congrès de Tours) des éléments particuliers de la politique adoptée par l'Union des partis socialistes de Vienne.

Chronique Internationale

La Débâcle Economique des Etats de l'Ancienne Monarchie Austro-Hongroise

L'Œuvre des traités de Saint-Germain et de Trianon

(Suite et Fin)

L'Autriche

La Tchéco-Slovaquie est un pays industriel, la Hongrie un pays agricole ; l'Autriche n'est ni l'un ni l'autre. Elle n'a ni industrie, ni agriculture. Dans le livre très documenté qu'il écrivit sur l'Autriche allemande, Gustave Stolper (1), posant la question : « De quoi vivait l'Autriche allemande dans la monarchie austro-hongroise ? » écrit :

« L'Autriche allemande n'a jamais vécu de sa propre production. Ce n'est pas l'industrie de l'Autriche allemande qui alimentait l'Autriche allemande et avant tout Vienne. Mais c'est l'industrie tchèque, hongroise et de Mährisch-Ostrau. Vienne qui administrait tous les territoires de la monarchie, n'était qu'une « bourgeoise ». Vienne finançait, achetait les matières premières et négociait les produits de l'industrie de la monarchie. Et Vienne vivait de cela : elle vivait parce qu'elle était le siège de la cour, de l'administration centrale militaire et civile d'un empire de 53 millions d'habitants et d'un grand corps diplomatique. L'Autriche allemande était dans une certaine mesure, le « bourgeois » parmi les peuples de l'ancienne monarchie. »

On ne peut pas mieux définir la situation de l'Autriche allemande. Aujourd'hui l'Autriche n'est plus qu'une tête sans corps. C'est un pays qui agonise et que rien ne sauvera, hors l'annexion à l'Allemagne.

L'Autriche ne possède rien. Elle continue à acheter les produits dont elle a besoin, en Tchéco-Slovaquie principalement, et en Hongrie ; avec cette différence qu'elle est séparée de ces pays, maintenant, par un cordon douanier et qu'elle n'a plus de gérance des affaires des territoires où elle se ravitaille. Les chiffres de son bilan commercial de 1921 sont éloquents. Les exportations s'élèvent à 14,8 millions de quintaux métriques, tandis que les importations atteignent 81 millions de quintaux métriques. Ainsi, tandis qu'en 1920, le

bilan commercial de l'Autriche n'était passif que de 47,2 millions de quintaux métriques, il est passif en 1921, de 66,2 millions de quintaux métriques.

La situation financière de l'Etat s'en ressent. Le budget se compose de chiffres astronomiques. Comme il n'a pas d'autres ressources à sa disposition, le gouvernement, pour acheter à l'étranger les produits nécessaires à l'alimentation de sa population imprime des billets de banque. Il en imprime en moyenne, 30 millions par semaine. Aujourd'hui il y a en circulation pour plus de 400 milliards de couronnes, exclusivement en billets de banque. Comme la couronne hongroise, mais avec une vitesse beaucoup plus grande, la couronne autrichienne ne cesse de descendre. Dernièrement, 100 couronnes autrichiennes atteignaient à Zurich, 0,02 3/8 de centime suisse.

Le prix de la vie augmente dans les mêmes proportions que la couronne descend — puisque l'Autriche se ravitaille à l'étranger. Prenons quelques prix : un kilo de pain, en 1914, valait 46 heller (1 heller = 1 centime environ), aujourd'hui il vaut 1.230 couronnes, soit une augmentation de 2.674 fois. Un kilo de cochon, en 1914, coûtait 2 couronnes 10 heller ; il vaut aujourd'hui 7.200 couronnes, soit une augmentation de 3.428 fois. Un kilo de sucre, en 1914, valait 80 heller, aujourd'hui 2.300 couronnes, soit une augmentation de 2.875 fois. Il est évident que tous ces prix, bien au-dessus de la capacité d'achat des bourses moyennes, seront faux demain déjà. On peut dire d'une manière générale que le prix de la vie a augmenté de 3.000 à 3.500 fois. Du reste, la détresse de l'Autriche a déjà attiré l'attention du monde entier et d'ici peu l'attirera encore davantage.

Les conditions désavantageuses dans lesquelles se trouva l'Autriche allemande après l'écroulement de la monarchie austro-hongroise, furent encore aggravées par le traité de Saint-Germain. Ce traité lui interdit de se

rattacher à l'Allemagne et la charge de toutes les dettes de tout l'ancien empire.

L'Autriche est à la veille d'une débâcle générale. Que va-t-il arriver ? Le capital international attend le moment propice pour coloniser et asservir l'Autriche. En attendant le gouvernement a été contraint d'appeler les banques à son secours. Mais celles-ci ont posé leurs conditions, que le gouvernement devra accepter. Elles demandent d'être exemptes de tout impôt et que l'Etat augmente les impôts indirects et « pressure » davantage les masses. De son côté, le capital américain prêterait son concours à l'Autriche, à la condition qu'elle laisse contrôler ses finances, c'est-à-dire qu'elle abandonne son indépendance. Otto Bauer, l'ex-chancelier social-démocrate a également proposé une union monétaire avec l'Allemagne. Mais l'Allemagne, chargée de dettes, est incapable de mettre à la disposition de l'Autriche les 8 milliards de marks nécessaires à rache-

ter toutes les couronnes en circulation. L'Autriche n'est plus à sauver. La faillite et la colonisation par le capital international l'attendent.

Conclusion

Aucun des trois Etats, nés sur les ruines de la monarchie austro-hongroise, n'est capable de vivre par lui-même. La monarchie austro-hongroise était au fond une entité économique. Les trois Etats principaux qui composaient cette entité végètent aujourd'hui, et un, l'Autriche, est prêt de s'effondrer. Ces trois Etats ont déjà plus ou moins abandonné leur indépendance. La Hongrie et la Tchéco-Slovaquie sont sous le contrôle du capitalisme et du militarisme français, l'Autriche est la proie du capital anglo-américain. Ainsi, après avoir colonisé les continents jaunes et noirs, le capital européen colonise une partie de l'Europe.

Pierre FRANKLIN.

Les classes moyennes dans la Révolution russe

I. — Sous l'ancien régime, l'Intelligence révolutionnaire se recrute dans les classes moyennes

Avant la révolution, la petite-bourgeoisie russe donnait au mouvement émancipateur les meilleurs de ses enfants. Les intellectuels russes qui, pendant plus d'un demi-siècle, soutinrent contre l'ancien régime une lutte à mort, prodiguèrent l'héroïsme sous toutes ses formes, fondèrent de grands partis, donnèrent au monde et à l'avenir une si remarquable élite de pionniers — ces intellectuels se recrutaient en grande majorité dans la petite bourgeoisie russe. C'étaient les enfants des petits fonctionnaires, des médecins, des commerçants, du clergé subalterne qui peuplaient les Universités russes, devenues des centres de fermentation révolutionnaire.

Cela tenait à des causes profondes. L'ancien régime russe ajoutait aux maux du capitalisme ceux de l'autocratie, particulièrement sensible aux classes moyennes. Alors qu'elles sont dans toutes les démocraties assez largement associées au pouvoir politique et participent à leur gré aux bénéfices de l'exploitation capitaliste, elles étaient par le tsarisme écartées de la vie politique, privées de certains droits élémentaires (et notamment d'une représentation au gouvernement), mises, comme en France, avant 1789 le Tiers Etat dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis de la noblesse, du haut clergé, des hauts fonctionnaires et de quelques ploutocrates. En combattant l'autocratie, la petite bourgeoisie russe ne faisait que revendiquer son droit à l'existence. Son développement était partout entravé. Il arrivait même que ses conditions d'existence furent insupportables.

Elle souffrait cruellement des anachronismes de

l'ancien régime. L'absence de toute vie politique l'aigrissait. Dans les pays démocratiques, que de gens — formant tout une couche de petite bourgeoisie, et non des moindres, ni des moins encombrantes — vivent confortablement de ce qu'on appelle « la vie politique » : journalistes, avocats, parlementaires, faiseurs et exploiters à divers degrés de l'opinion publique... En Russie tsariste, le vétérinaire intelligent qui se sentait l'étoffe d'un leader de parti ou d'un homme politique appelé à jouer un rôle dans sa province, était voué à l'inaction la plus amère. L'activité même des sociétés littéraires, philanthropiques ou scientifiques, suspecte au ministère de l'Intérieur était de mille façons entravée. Et l'insolence des castes privilégiées ajoutait encore à l'amertume d'une petite-bourgeoisie éclairée, envieuse des libertés de l'Occident, nourrie de libéralisme. Peu de temps avant la guerre, il arrivait encore que des médecins ou des commerçants se fissent rosser par des officiers ivres : Korolenko l'a raconté.

Cette situation créait, surtout dans la jeunesse petite-bourgeoise russe, un état d'esprit révolutionnaire. On était socialiste. On l'était avec passion, colère et désespoir. Car cela coûtait cher : souvent la vie, toujours la liberté et le bien-être. Mais il n'y avait pas d'autre issue. L'intelligence révolutionnaire russe donnait à l'avenir du monde la *Narodnaia Volia* et ses magnifiques terroristes, le nihilisme et ses chercheurs de vérités, l'embryon d'une grande social-démocratie marxiste qui va de Plekhanov à Lénine, un socialisme révolutionnaire illustré par des Lavrov et des Mikhaïlovski, des pléiades de terroristes qui sont des apôtres — Sazonov, Kalaïef, Balmachev, Guerchouni — des anarchistes capables de toutes les audaces et de tous les sacrifices...

Ce n'était pourtant qu'une avant-garde, sur qui

se fixaient tous les regards. Et l'on ne remarquait guère quelles forces de réaction et d'obscurantisme venaient derrière cette avant-garde. Car la petite-bourgeoisie dont l'intelligence révolutionnaire était issue restait pareille à elle-même. Seuls, quelques observateurs perspicaces discernaient, avec une douloureuse acuité de vision, les ridicules, les férociétés, la bêtise insondable, l'égoïsme sordide de cette innombrable médiocrité. Gorky écrivait ses *Petits-Bourgeois*. Tchekhov, avec un sourire crispé, dépeignait l'âme piètre d'une petite-bourgeoise hideuse.

II. — Mars 1917 et les espérances démocratiques

Un moment, pendant la révolution, la petite-bourgeoisie espéra vaincre. Un matin de mars 1917 les ouvriers de Petrograd poussés à bout par les inutiles boucheries de Galicie, des Carpathes, de Pologne, de Volhynie et de bien d'autres lieux ! avaient jeté bas l'édifice vermoulu de l'autocratie. Ça tombait tout seul, à la vérité. Les rapports des chefs de la police de Petrograd dans les derniers jours de l'ancien régime, annonçaient chaque jour la catastrophe. Le peuple ouvrier donna le coup d'épaule qu'il fallait. Et l'on vit s'avancer sur la scène un prince Lvo, un Rodzianko, un Milioukov, un Kerenski, parlementaires formés à la Douma, qui se croyaient tout désignés pour reprendre la succession des Stolypine et des Stürmer, et commençaient par tenter de sauver la monarchie... C'était là le rêve d'une grande bourgeoisie d'esprit constitutionnel qui saluait avec joie l'avènement des puissances d'argent. La petite bourgeoisie n'en permit pas la réalisation. Elle voulait la république. Elle envahit, assimila presque instantanément le parti socialiste-révolutionnaire dont les idéologues et les orateurs savaient fort bien interpréter ses aspirations. Le règne des hommes d'affaires, des avocats, d'une bourgeoisie libérale éclairée, « très avancée » naturellement, allait commencer. A côté, ou un peu au-dessous du drapeau national, on arborerait volontiers, pour faire plaisir au peuple, un drapeau rouge — d'un rouge tirant agréablement sur le rose. On serait socialiste — et même socialiste-révolutionnaire : c'est-à-dire qu'on parlerait beaucoup, longtemps, éloquentement, sérieusement de donner la terre aux paysans — comme en Allemagne on a parlé des socialisations. On continuerait la guerre du droit — non sans espoir d'obtenir les Dardanelles.

La révolution ouvrière d'octobre annihila ce beau rêve.

III. — Les batailles d'octobre 1917

Octobre s'accomplit contre la petite-bourgeoisie. Ce fut pourtant celle-ci qui défendit, avec acharnement, la propriété et les droits de la bourgeoisie. Déjà les barons de la finance et de l'industrie avaient déguerpé. A Moscou, à Pétrograd, à Irkoutsk, partout où l'on se battit dans les rues pour le pouvoir des Soviets des ouvriers, des soldats et des paysans, quels furent les derniers défenseurs du gouvernement provisoire de Kerenski et partant, de la démocratie bourgeoise ? Ce furent les écoles militaires, la jeunesse des écoles, les étudiants, la jeunesse petite-bourgeoise en un mot. Ce sont ces mêmes éléments qui, en Finlande, devaient bientôt constituer les gardes blanches et faire la répression que l'on sait. A Moscou aussi, croyant un moment vaincre, cette petite-bourgeoisie en armes commençait dès les batailles d'octobre à fusiller ses prisonniers.

N'est-ce pas l'occasion de se rappeler le rôle de la petite-bourgeoisie française — républicaine, elle aussi — au lendemain de la révolution de 1848, quand elle confiait au général Cavaignac le soin de « sauver la société » dans le sang des travailleurs ?

IV. — Au lendemain : conspirations et sabotage

La révolution d'octobre fut ainsi au premier chef, une victoire de la classe ouvrière sur la petite-bourgeoisie. Dès ce moment, la grande bourgeoisie expropriée et la petite-bourgeoisie frustrée de ses espérances font bloc contre la révolution. Mais la seconde est incontestablement l'ennemi le plus dangereux des Soviets. Elle va, pendant des années, prolonger une résistance indéfectible, incessante, que nul scrupule n'entravera, que nulle répression ne brisera.

Cela commence au lendemain d'octobre par la grève des fonctionnaires et des techniciens. Les ministères sont vides. Vides les administrations municipales. Chefs de bureaux, employés, ingénieurs sont partis. Pendant des semaines et des mois, ils ne reviendront pas. Crève bientôt la ville sans ravitaillement, sans eau, sans électricité ! « On ne travaille pas avec les bolchéviks ! » Ce fut un danger de mort immédiat pour la révolution. Les Soviets ouvriers réussiraient-ils à réorganiser tout de suite les services publics nécessaires au ravitaillement et à la vie des grands centres ? Ils y réussirent. On avait cru provoquer la chute des bolchéviks, par la grève générale des fonctionnaires et des techniciens. On fut déçu. D'ailleurs, au bout de quelques semaines, la nécessité força déjà bon nombre de fonctionnaires et de techniciens à demander du travail aux Soviets.

Revenus dans les administrations et dans les services publics, ils inauguraient une tactique nouvelle : celle du sabotage. En 1918, la grande bourgeoisie est vaincue. Banquiers, chefs d'industrie, grands propriétaires, réfugiés à Paris ou à Londres, y méditent des interventions militaires. Ce sont les classes moyennes, à peu près seules, qui opposent en Russie à la révolution une résistance acharnée. Parallèlement au sabotage, les conspirations se développent, se ramifient. La plus importante est bien caractéristique. C'est celle de l'*Union pour le Salut de la Patrie et de la Liberté*, dont l'ex-socialiste-révolutionnaire Savinkov fut l'organisateur principal. L'Union sur qui les missions étrangères — et notamment la mission française — fondèrent de grandes espérances, recrutait surtout ses éléments actifs parmi les officiers et parmi les intellectuels (professions libérales, étudiants, fonctionnaires). Au point de vue social, sa composition de classe est très nette. De là dérive le caractère confus de son idéologie, contrastant avec la netteté de ses aspirations. Les officiers de l'ancienne armée du tsar constituent l'élément le plus rétrograde de la médiocratie petite-bourgeoise : ils sont monarchistes ; et comme ce sont eux qui vont de l'avant lorsqu'il s'agit de se faire tuer, leur influence est grande. Les intellectuels sont, tous plus ou moins « socialistes » et « révolutionnaires ». L'Union est apolitique. Elle défend la Patrie — et la Liberté. Quelle liberté ? L'idéal de la démocratie bourgeoise évidemment. C'est l'*Union* qui commence la guerre civile, à la demande expresse des Alliés (insurrection de Yaroslav et de Riazan ; prise de Kazan par les « blancs » ; révolte des Tchéco-Slovaques).

V. — Les classes moyennes fournissent la chair à canon des armées blanches

Les grands faits de l'histoire de la guerre civile en Russie ne peuvent être évoqués dans le cadre d'un article sommaire. Je n'en citerai que quelques-uns, pour mettre en relief le rôle qu'y jouèrent les classes moyennes.

Le premier gouvernement contre-révolutionnaire qui se forme en Russie après octobre, est celui de Samara, formé par les constituants, en grande majorité S.-R., intellectuels qui prétendent représenter dans une large mesure la majorité des paysans moyens, c'est-à-dire la petite-bourgeoisie des campagnes. Leur programme est démocratique.

Du gouvernement de Samara naît à la Conférence d'Oufa (septembre 1918) le Directoire d'Oufa, dont Avksentief — du Parti S.-R. — est le membre le plus marquant. Mais la guerre civile embrase le pays tout entier. Elle a fait naître des armées. La dictature prolétarienne, aguerrie, endurcie, trempée par les complots, les attentats, le sabotage, l'agression étrangère, est un ennemi beaucoup plus redoutable qu'on ne croyait. En Sibérie, où la contre-révolution est un moment la plus forte, les classes moyennes et leur Parti révèlent leur nullité politique, leur incapacité à diriger une guerre qu'elles font de toute leur âme. Leur libéralisme équivoque et débile ne fait que préparer les voies à la réaction monarchique. Koltchak n'a pas de peine à chasser le Directoire et à prendre le pouvoir. Les Constituants cèdent la place à la dictature militaire d'un amiral du Tsar. Remarquons-le : inévitable, conforme à la logique de l'histoire, cette dictature militaire ne pouvait pas vaincre, précisément parce qu'elle dut gouverner contre la petite-bourgeoisie. Quand elle eut fusillé des S.-R. et des menchéviks, elle fut condamnée. Dans les classes moyennes, seul appui réel de la contre-révolution en Sibérie, Koltchak fut bientôt impopulaire, puis discrédité, puis exécré. A l'annonce de ses premières défaites, le pays tout entier se soulevait contre lui. Jamais les paysans (pauvres) et les ouvriers ne s'étaient soumis ; mais c'est le soulèvement de la population « éclairée » d'Irkoutsk et l'abandon des prétoriens tchéco-slovaques (dont on n'a pas oublié « l'esprit démocratique ») qui achevèrent le Gouverneur Suprême.

Avec quelles forces vives la contre-révolution fit-elle la guerre, dans le Sud de la Russie, sous Korniloff, Kaledine, Douhoff, Krasnov, Denikine et Wrangel ? Trois éléments formèrent ses armées : les restes du « Corps des Volontaires » formé au lendemain d'octobre 1917 par les junkers échappés de Moscou et par des officiers ; la masse des officiers de l'ancien régime ; les cosaques. Par le nombre et le rôle politique, ceux-ci importaient surtout. Gens du Don, du Terek, du Kouban, d'Astrakhan, les cosaques ont fait une guerre à mort au bolchévisme avant de s'y soumettre. Pourquoi ? Petits propriétaires ruraux, de mœurs belliqueuses, de traditions démocratiques, ne comprenant rien au communisme, défilants et hostiles envers la grande ville ouvrière, ils ne voulaient ni la socialisation des terres, ni d'une République socialiste qu'il était facile de leur représenter sous les aspects les moins attrayants. Et ce sont eux qui fournissent aux généraux du Tsar la chair à canon. Le drame qui s'est accompli en Sibérie se renouvelle avec eux au Kouban, en Ukraine, en Crimée. Démocrates confus et bornés, les cosaques servent la réaction monarchiste qui n'hésite

jamais à briser par la force leur opposition. A la fin, cependant, ils se lassent, commencent à comprendre. La jeunesse cosaque est passée aux « rouges » ; cet exemple est contagieux. La petite-bourgeoisie rurale d'Ukraine et du Don, témoin de l'incapacité et de la corruption des « blancs » finit par leur préférer les « rouges »...

VI. — La petite-bourgeoisie des grandes villes et les écrivains

Pendant la guerre civile, les classes moyennes des grandes villes russes et surtout des deux capitales résistèrent de leur mieux au régime des Soviets et réussirent à faire au pays un mal énorme. Leur résistance fut presque *unanime, permanente, incessante*. Elle revêtit plusieurs formes.

L'élément actif conspirait. Dans toutes les conspirations, la participation des intellectuels (surtout universitaires) et des professions libérales est à remarquer.

Les fonctionnaires des Soviets sabotaient.

Les anciens commerçants, boutiquiers, hommes d'affaires, courtiers, commis, spéculaient. La spéculation atteignit des proportions terribles et fut un danger social. Car elle se basait toujours, au fond, sur le pillage ou le détournement des biens collectifs — surtout des vivres — chose grave en temps de blocus et de disette ! Ou bien, elle concurrençait dans les campagnes le ravitaillement communal, déterminait la hausse des prix, aidait le paysan à affamer la ville révolutionnaire. Jusqu'en 1920, des brasseurs d'affaires interlopes, comptant sur la chute imminente des Soviets, vécut de commerce illicite, pratiqué en grand. Et malgré toutes les répressions, jamais ils ne cessèrent complètement leurs affaires.

Tout le monde, enfin, médissait, chuchotait dans les queues, aux portes des magasins communaux, dans les bureaux des institutions d'Etat, partout, les nouvelles à sensation — sur le prochain rétablissement de l'ordre, — s'évertuait à discréditer les communistes et le prolétariat, contribuait à créer une atmosphère irrespirable de haine mesquine, de mauvaise volonté, de résistance passive à la révolution, passive par lâcheté.

Autre fait très significatif, qu'il faut rapporter à la résistance de la petite-bourgeoisie urbaine : l'attitude des écrivains envers la révolution.

A un nombre infime d'exceptions près, tous les journalistes, tous les écrivains restés en Russie des Soviets — beaucoup par impossibilité matérielle d'émigrer — étaient les ennemis déclarés ou sournois du régime. Les plus connus avaient donné l'exemple en mettant tout leur talent au service de la réaction. Ce fut le cas pour Andréiev, Merejkovski, Ivan Bounine, Anfiatrov, E. Tchirikov, Kouprine.

Des grands écrivains russes, un seul se rangea de bonne heure du côté du prolétariat révolutionnaire : Gorky. Et c'est précisément le seul qui, par ses origines, est complètement étranger à la petite-bourgeoisie. Gorky, jusqu'au moment où se révéla son immense talent, fut tour à tour un vagabond et un prolétaire.

VII. — En 1919, la petite-bourgeoisie s'adapte à la Révolution et envahit peu à peu les institutions soviétistes

A la fin de 1919, les armées blanches sont partout vaincues. Denikine fuit, Koltchak recule, Youdénitch est écrasé, le gouvernement d'Arkhangel ne dure que par la grâce d'un général anglais. A l'intérieur du pays, la résistance armée des

classes moyennes décline et cesse. Sans un concours militaire extérieur, elle ne se sentent pas capables de vaincre ; puis, elles sont doublement déçues par l'effondrement de leurs espérances et par le traitement que leurs ont infligé plusieurs dictateurs militaires. Mais c'est alors qu'elles deviennent, pour la révolution, les plus dangereuses.

La petite-bourgeoisie commence à s'adapter à la révolution. Elle a beaucoup appris, elle s'est aguerrie. Elle sait combien on a besoin d'elle. Le technicien ne risque plus sa peau dans des complots hasardeux. Au contraire, il travaille, s'installe dans la révolution, demande une bonne ration, l'obtient pendant que les prolétaires et les communistes continuent à crever de faim, devient indispensable.

Les officiers entrent dans l'armée rouge, où d'ailleurs les mœurs de la guerre révolutionnaire ne laissent pas trop de place à leur influence. Les demoiselles entrent dans les administrations, soviétistes. Les fonctionnaires aussi, les commerçants, les négociants aussi. C'est souvent avec les meilleures intentions.

En quelques mois les administrations soviétistes sont envahies — on serait parfois tenté d'écrire *conquises* — par la petite-bourgeoisie.

Il y a bien à la tête des administrations des révolutionnaires éprouvés. Mais ils sont débordés. Ils ne constituent dans l'immense pays qu'une petite minorité dont le sang a largement coulé pendant la guerre et qui assure toutes les responsabilités, comme elle affronte tous les périls. Que reste-t-il dans les bureaux ? Les gens qui sont venus s'y installer précisément pour être tranquilles et parce qu'il faut bien vivre.

Dans les administrations soviétistes, la petite-bourgeoisie apporte ses mœurs, sa mentalité, sa solidarité de classe, jusqu'à ses manières de parler. Elle reconstitue tout doucement la *bureaucratie*.

Lénine constate en 1920 que nous avons un *Etat ouvrier et paysan à déformation bureaucratique*.

VIII. — Causes de cette pénétration pacifique

Comment cette pénétration pacifique de l'Etat prolétarien par l'ennemi de classe fut-elle possible ?

A cause de l'insuffisance numérique du prolétariat, de l'élimination des ouvriers les plus conscients par la guerre, de l'ignorance et du défaut de préparation de la classe ouvrière. Ce sont là de grandes causes historiques.

Dans une grande ville peuplée, comme Pétrograd d'ouvriers dans la mesure de 40 à 50 %, le rapport numérique des classes changea profondément en deux années de révolution. Par dizaines de milliers les prolétaires allèrent se battre sous les drapeaux rouges. Par centaines les plus conscients d'entre eux se firent tuer ou fusiller. Par dizaines de milliers les ouvriers arriérés ayant des attaches à la campagne désertèrent l'usine mal ravitaillée où les mobilisations étaient fréquentes pour revenir au village. Le gros de la population urbaine restait composé de boutiquiers, de fonctionnaires, d'employés, d'intellectuels ; bref, des classes moyennes. L'ouvrier chargé de diriger un service d'administration savait à peine écrire, lisait difficilement les grimoires qu'on lui soumettait, ne parvenait pas à se retrouver dans le texte des décrets ; mais il trouvait rapidement un bon assistant, bien au courant de la vieille façon de tenir les bureaux, ex-employé de banque

ou professeur de comptabilité. L'assistant, à son tour, se laissait assister par un sien ami qu'il fallait caser. Ainsi tout doucement se formait le personnel.

Autres causes de développement de la bureaucratie constituée par les classes moyennes : 1° la disette qui rendait extrêmement difficile la répartition des derniers stocks : on comprend que lorsqu'il s'agit de répartir entre 10.000 personnes, 500 paires de chaussures, tout un mécanisme spécial soit nécessaire ; 2° enfin la centralisation excessive imposée par la guerre.

IX. — Bureaucratie

En 1920, pendant que les mobilisations du Parti arrachent au travail d'organisation intérieure des milliers de communistes, pendant que toutes les forces vives de la révolution font la guerre à la Pologne, à Wrangel, aux bandes du s.-r. Antonoïev qui ravage Tambov, aux bandes de l'anarchiste Makhno et de quantités d'autres aventuriers et brigands qui ravagent l'Ukraine et le Caucase, aux bandes d'Ungern en Mongolie, de Semenov en Sibérie orientale, les classes moyennes, dans les grandes villes, se sont parfaitement adaptées. Et elles ont trouvé un moyen infiniment redoutable de combattre l'ordre nouveau que leur seule présence dans tous les rouages de l'Etat révolutionnaire suffit souvent à discréditer et à rendre inopérant.

Les communistes se battent à mort. Il faudra raconter quelque jour l'atrocité de cette guerre civile dans laquelle les blancs égorgaient implacablement tout prisonnier suspect des sympathies au communisme (ou juif...) Les ouvriers sans parti subissant toutes les privations du temps de disette, épuisés déjà par des années de souffrances, travaillent pour la guerre.

Et quand un blessé convalescent, revenu à la ville a besoin d'un papier, quand l'ouvrier vient de l'usine au Commissariat demander un service qu'on lui doit, que voient-ils dans les bureaux ?

On y prend le thé de 11 à 3 heures. (Ce sont à peu près les heures de « travail » apparent.) On y baise les mains aux jolies petites fonctionnaires poudrées qui lisent des romans français de M. Bourget, M. Henri Bordeaux ! Quand on affecte de travailler, c'est pour numéroter des papiers, tenir des livres très imposants, empiler des rapports, délibérer en commissions. On se plaint de toutes choses, on se gausse du travail, on attend la chute différée des bolchéviks, on colporte sur le « Commissaire » d'odieuses petites historiettes. Et l'on est assez bien vêtu, mieux nourri généralement qu'à l'usine ou qu'au front. Parce qu'on a des amis dans les coopératives, parce qu'on « tient » quelques services du ravitaillement, et enfin parce qu'il y a quantité de petits et grands mystères que seule la Tcheka parvient parfois à élucider.

Cette bureaucratie est devenue une plaie nationale. Tous les jours la presse soviétiste la dénonce. I. Larine poursuit contre elle une campagne retenissante. Nous l'exécrons tous.

X. — Les deux façons de saper le régime des Soviets

Elle a deux façons également graves de nuire :

Souvent de bonne foi et individuellement honnête, ses fonctionnaires ont encrassé de formalisme, de paperasserie, d'irresponsabilité, d'absentéisme presque tous les rouages de l'Etat qui ne peuvent dans ces conditions que fonctionner mal. Elle ne comprend rien au socialisme et ne cher-

che pas à comprendre. Elle applique (quand elles les applique) les décrets à la lettre, idiotement. Elle prend un malin plaisir à gâcher du temps et du papier, à exaspérer le public. « Le voilà, le pouvoir des soviets ». Conscient ou non, c'est encore un sabotage nettement contre-révolutionnaire.

L'autre façon de nuire est criminelle.

Dès avant la nouvelle politique économique on pouvait rencontrer sur la perspective Nevski, à Pétrograd, sur le boulevard Iverskoy, à Moscou, d'élégantes femmes, portant dans leurs vêtements frais, leurs bottes montantes, leurs ridicules, trente ou cinquante salaires mensuels d'ouvrière ou d'employée. Si vous vous renseigniez, vous appreniez que cette charmante personne, employée subalterne d'un Commissariat, gagne 3.000 roubles par mois, alors qu'elle en dépensait facilement 400.000 dans le même laps de temps. C'était troublant. Un camarade français en fut troublé, m'interrogea. Je lui répondis :

« C'est la petite-bourgeoisie qui nous pille et nous tue. »

A une époque, où il n'y avait pas encore de commerce, ni d'entreprises privées, elle vivait bien, et elle était seule à bien vivre. De quoi ? De pots-de-vin, de vols et de spéculation criminelle.

XI. — Corruption, vol et spéculation

On trouvera dans la *Pravda* et les *Izvestia* des deux capitales de la révolution, plusieurs fois par semaine en moyenne, les comptes rendus des affaires de corruption, de spéculation et des « crimes commis par des fonctionnaires soviétistes » liquidés par le tribunal révolutionnaire et la *Tchéka*. C'était entre le régime des soviets et la petite-bourgeoisie, sur toute l'étendue de la Russie, un duel nouveau — qui n'est pas fini (bien que son importance ait diminué), car les procès continuent.

A la fin de 1920, la crise du combustible fut terrible. La circulation faillit cesser sur les plus grandes lignes du réseau ferré (Petrograd-Moscou, par exemple). Quantité d'usines durent cesser brusquement le travail. C'était une catastrophe inattendue. Un mois auparavant on croyait avoir, les statistiques officielles l'attestent, des réserves de bois, pauvres mais suffisantes à fournir un strict nécessaire fixé à l'avance. Seulement les statistiques mentaient, tout la comptabilité de certaines administrations centrales était faussée. Où avait passé le combustible payé par l'Etat en vivres et en argent ? Avait-il existé ? Après de longues enquêtes, au cours desquelles on mit à jour quantité de fraudes, de pots-de-vin, de truquages, d'opérations fictives presque tout le personnel dirigeant du Centre du Combustible vint s'expliquer sur les bancs du tribunal révolutionnaire de Moscou. Si j'ai bonne mémoire il y eut quatre condamnations capitales. En plusieurs endroits, à des époques différentes, de semblables procès révélèrent certains dessous d'une crise du combustible qui aurait pu coûter la vie à la République des soviets.

Au printemps de 1921 j'eus à connaître de très près une affaire typique jugée par le tribunal révolutionnaire militaire de Petrograd. Le personnel administratif d'une unité de l'armée rouge, composé presque entièrement d'anciens officiers, avait pendant de longs mois pillé systématiquement l'indigence et dressé toute une comptabilité imaginaire. « Il fallait bien vivre », répondirent en somme les accusés. « Nous savons, disait l'accusateur public, que les mêmes abus se commet-

tent un peu partout ». Ils prenaient, en effet, une telle extension, qu'en deux circulaires successives le Comité exécutif central des soviets invitait les organes spéciaux à les réprimer impitoyablement. Cette fois encore il y eut quatre condamnations capitales (dont pas une ne fut, que je sache, exécutée).

Pendant le III^e Congrès de l'I.C., le Tribunal révolutionnaire de Moscou eut à juger, notamment, une curieuse affaire, celle de certains services d'électrification. Il s'avéra que des stocks de matériel achetés à prix d'or à l'étranger avaient été aussitôt vendus à la spéculation, par les fonctionnaires chargés de les garder et de les répartir ; que des ingénieurs — des savants ! — placés à la direction des services les plus importants, vendaient pour des sommes fabuleuses — en vivres et argent — une dynamo à des paysans héroïques et intelligents qui électrifiaient eux-mêmes leurs villages.

On a fusillé, voici quelques mois, une quinzaine de fonctionnaires du *Goskhran* (Trésor de l'Etat) qui volaient, vendaient, dilapidaient les richesses à eux confiées. Pendant la famine !

On a jugé, en février de cette année, le personnel supérieur du *Komgossor* (Service municipal) de Iaroslav, qui dilapidait les ressources affectées à la reconstruction de cette vieille ville d'art russe détruite par les soins du s.-r. Savinkov et, de M. Noulens...

Mais ces exemples assez clairs et précis suffisent.

(A suivre)

Victor SERGE.

VIENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

ENTRE L'IMPÉRIALISME ET LA RÉVOLUTION

LES QUESTIONS FONDAMENTALES
DE LA RÉVOLUTION A LA LUMIÈRE
DE L'EXPÉRIENCE GÉORGIENNE

PAR LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 5 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur